

Chronologie 1988 (*)

Environnement extérieur de la France

Politique

Evénements internationaux

- VII. 3 — Un Airbus de la compagnie Iran Air est abattu par erreur au-dessus du détroit d'Ormuz par un croiseur américain : les deux cent quatre vingt dix passagers sont tués.
- VIII. 8 — Accord sur le cessez-le-feu dans la guerre Iran-Irak. Le cessez-le-feu entre officiellement en vigueur le 20. Le 25, début des négociations à Genève.
- XI. 1 — Les pourparlers de paix sur la guerre entre l'Iran et l'Irak repris à Genève sous l'égide de l'ONU s'achèvent le 11 sans succès.
- 15 — Lors des travaux du Conseil national palestinien (CNP), réuni à Alger depuis le 12, Yasser Arafat proclame la création d'un Etat palestinien indépendant « en Palestine ».
- XII. 6-7 — Yasser Arafat réaffirme à Stockholm l'acceptation d'Israël par l'OLP et déclare : « Il n'y a plus d'ambiguïté, plus d'équivoque. Le CNP a accepté deux Etats, un Etat palestinien et un Etat juif. »

CEE

- VI. 22 — Les ministres de l'Education des Douze approuvent une directive sur la reconnaissance mutuelle des diplômes acquis après trois années d'études supérieures.

Algérie

- V. 16 — Rétablissement des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc, après douze années de rupture.

(*) On trouve une chronologie pour les années 1972 à 1981 dans le numéro 1 de la Revue, et pour les années suivantes dans les numéros 3, 6, 10, 14, 18 et 22.

- X. 5-10 — Emeutes, notamment à Alger, du 4 au 6. Le 6, l'état de siège est déclaré. Le 10 octobre, le président Chadli Bendjedid annonce des réformes politiques. Le 12 octobre, l'état de siège est levé et le président Chadli annonce un référendum pour le 3 novembre. Le 29, le numéro deux du FLN et le chef de la sécurité militaire sont limogés.
- XI. 6 — Le référendum fait état de 92,27 % de « oui », avec un taux de participation de 83,08 % en faveur des réformes proposées par le président Chadli.
- XII. 22 — Election présidentielle où Chadli Bendjedid est réélu pour un troisième mandat avec 81 % des suffrages exprimés.

Chili

- X. 5 — Le Général Pinochet perd le plébiscite qu'il avait organisé : le non remporte 54,71 % des suffrages et le oui 43,10 %. Le général Pinochet déclare qu'il restera néanmoins au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat le 11 mars 1990 et repousse les propositions de réforme présentées par l'opposition.

Etats-Unis

- V. 29 — Le Sénat approuve le traité sur l'élimination des missiles nucléaires de portée intermédiaires (FNI) qui doit être ratifié par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev lors du sommet de Moscou du 29 mai.
- XI. 8-9 — Georges Bush (républicain) est élu président par 54 % des suffrages exprimés contre Michael Dukakis (démocrate).

Israël

- XI. 1 — Elections législatives marquées par un progrès des partis religieux qui remportent 18 des 120 sièges de la Knesset et par une stagnation des deux grands partis : le Likoud de Itzhak Shamir obtient 40 sièges (- 1) contre 39 (+ 1) au Parti travailliste de Shimon Pérès.
- XII. 21 — Le Parti travailliste accepte les accords conclus par Shimon Pérès avec le Likoud d'Itzhak Shamir en vue de la formation d'une coalition gouvernementale.

Pakistan

- XI. 16 — Elections législatives où le parti du peuple (PPP) de Benazir Bhutto remporte 92 des 207 sièges à pourvoir contre 54 à l'Alliance démocratique islamique (IDA). Elle est nommée Premier ministre le 2 décembre.

Pologne

- IV. 29 — Appel à la grève par le syndicat Solidarité de près de 3 000 ouvriers des aciéries de Stalowa-Wola pour protester contre les hausses des prix tandis que la grève entamée depuis quatre jours se poursuit aux aciéries Lénine à Nowa-Huta.

URSS

- II. 8 — Mikhaïl Gorbatchev annonce le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, en dix mois à partir du 15 mai. Le 14 avril, signature à Genève de l'accord sur le retrait militaire soviétique d'Afghanistan entre le Pakistan, l'Afghanistan, les Etats-Unis et l'URSS.
- VI. 28 — Lors de la dix-neuvième conférence nationale du PC, Mikhaïl Gorbatchev propose de profonds changements constitutionnels, dont l'institution d'une fonction présidentielle : le chef de l'Etat serait élu à bulletin secret par un nouveau congrès des députés, qui deviendrait l'« organe suprême de l'Etat ».
- VII. 29 — Mikhaïl Gorbatchev propose devant le Comité central que les terres en location puissent être attribuées aux paysans pour une durée pouvant aller jusqu'à cinquante ans.
- XII. 6-8 — Voyage de Mikhaïl Gorbatchev à New-York où il annonce dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies un important programme de réduction des forces soviétiques en Europe et en Asie. Le 8, Mikhaïl Gorbatchev écourte son séjour aux Etats-Unis pour rejoindre l'URSS à la suite d'un violent tremblement de terre en Arménie qui aurait fait 100 000 victimes.

Economie**Evénements internationaux**

- IV. 29-V. 1 — Echec de la réunion de l'OPEP à Vienne ; l'Arabie Saoudite refuse de réduire sa production de 5 %, comme le lui avait demandé sept pays producteurs indépendants (NOPEP) : Angola, Chine, Colombie, Egypte, Malaisie, Mexique et Oman.
- VI. 19-21 — Quatorzième sommet des sept principales démocraties industrielles à Toronto où sont discutés les problèmes de l'allègement de la dette des pays les plus pauvres et la réduction des subventions agricoles.
- X. 3 — Chute brutale du prix du baril de pétrole à 9,50 dollars.
- XI. 21-28 — Réunion à Vienne des treize pays de l'OPEP ; l'accord conclut la réintégration de l'Irak, le maintien du prix de référence à 18 dollars le baril et le plafonnement de la production à 18,5 millions de barils par jour.

- XII. 5-8 — Réunion à Montréal des délégations des 96 pays membres du GATT pour dresser pendant quatre jours le bilan de deux années de négociations commerciales multilatérales. Un affrontement entre les Etats-Unis et la Communauté européenne sur l'agriculture a lieu, les Etats-Unis souhaitant que « le GATT déclare illégales les subventions qu'accorde la Communauté pour exporter ses produits agricoles vers les pays tiers. »
- 14 — Relèvement général et concerté des taux d'intérêt en Europe.

Allemagne (République fédérale d')

- I. 1 — Pendant l'année 1987 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 1 % et en moyenne de 0,3 % par rapport à 1986 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 2,7 % et en moyenne de 0,3 % par rapport à 1986 ;
 - l'excédent commercial a été de 117 milliards de DM et celui de la balance des paiements courants de 80,3 milliards de DM.
- A la fin de 1987 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,259 millions, soit 8 % de la population active.
- III. 22 — Le conseil des ministres approuve la réforme fiscale qui prévoit des allègements d'impôts pour 40 milliards de DM.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1988 la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1988 la hausse des prix de détail a été de 0,5 %.
- La Bundesbank relève le taux d'escompte de 2,5 % (inchangé depuis décembre 1987) à 3 %.
- 29 — Hausse de 4,5 à 5 % du taux Lombard.
- VIII. 26 — Hausse du taux d'escompte de 3 à 3,5 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1988 la hausse des prix de détail a été de 0,4 %.
- XII. 15 — La Bundesbank relève le taux Lombard de 5 à 5,5 %.

Belgique

- I. 18 — Carlo de Benedetti, président du groupe italien Olivetti, lance une OPA sur la Société générale de Belgique, qui contrôle le tiers de l'économie belge. Elle échouera finalement.

Brésil

- VII. 30 — Treize pays créanciers regroupés dans le Club de Paris, acceptent de rééchelonner le paiement de 5 des 15 milliards de dollars de la dette publique du Brésil.

CEE

- II. 11-12 — Conseil européen à Bruxelles, où les Douze parviennent à un accord sur le financement de la Communauté.
- VI. 13 — Les ministres des Finances des Douze adoptent une directive qui instaure la libération complète des mouvements de capitaux dès juillet 1990 pour huit pays, l'Espagne, l'Irlande, le Portugal et la Grèce bénéficiant d'un délai jusqu'à la fin 1992. Une harmonisation fiscale est prévue.
- 27-28 — Conseil européen à Hanovre, où les Douze s'accordent un délai de un an pour préparer l'union monétaire. Jacques Delors est reconduit à la tête de la Commission européenne.
- XII. 2-3 — Réunion à Rhodes (Grèce), des douze chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE pour un échange de vues sur l'Europe de 1993. Le projet d'un « Eurêka audiovisuel » proposé par François Mitterrand est bien accueilli pour développer et vendre un système européen de TV à haute définition.

Espagne

- V. 13 — Le gouvernement décide de privatiser partiellement les secteurs de l'électricité et du pétrole.

Etats-Unis

- I. 1 — Pendant l'année 1987 :
 - la hausse des prix de détail a été en glissement de 4,6 % et en moyenne de 3,9 % par rapport à 1986 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 5,4 % et en moyenne de 3,8 % par rapport à 1986 ;
 - le déficit commercial a été de 160 milliards de dollars et celui de la balance des paiements courants de 154 milliards de dollars.
- A la fin de 1987 le nombre des demandeurs d'emploi était de 7,425 millions, soit 6,2 % de la population active.
- 4 — Remontée du dollar grâce à des interventions massives des banques centrales. Après l'annonce, le 15, du déficit commercial des Etats-Unis pour novembre, qui, à 13,22 milliards de dollars, est le plus faible de 1987, le dollar se stabilise autour de 5,64 F et 1,67 DM.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1988 la hausse des prix de détail a été de 0,8 %.
- V. 1 — Forte contraction du chômage qui atteint son niveau le plus bas depuis quatorze ans (5,4 % de la population active).
- 11 — Relèvement du taux de base des banques américaines de 8,5 à 9 %.
- 18 — Publication du chiffre du déficit commercial américain qui est ramené à 9,75 milliards de dollars en mars, son plus bas niveau depuis trois ans.

- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1988 la hausse des prix de détail a été de 1,1 %.
- 15 — Le prime rate est relevé de 9 à 9,5 %.
- 18 — Remontée du dollar à 6,38 F et 1,88 DM.
- 28 — Le Congrès vote près de 6 milliards de dollars d'indemnités pour les agriculteurs victimes de la sécheresse.
- VIII. 3 — Le Sénat adopte à une très large majorité (85 voix contre 11) le *Trade Bill*, loi sur le commerce qui ouvre la possibilité de mesures protectionnistes.
- 9 — Relèvement du taux d'escompte de 6 à 6,5 %.
- 22 — Le dollar vaut 6,48 F et 1,91 DM.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1988 la hausse des prix de détail a été de 1,4 %.
- X. 30 — Chute du dollar à 6,06 F et 1,77 DM.
- XI. 17 — De très fortes interventions des banques centrales de douze pays permettent d'interrompre la chute du dollar, tombé à 5,87 F et 1,71 DM.
- XII. 27 — Les Etats-Unis menacent officiellement la CEE de doubler les droits de douane sur certains produits alimentaires européens si la Communauté maintient son projet d'interdire, à partir du 1^{er} janvier, l'importation de viande de bœuf traitée aux hormones.

Japon

- I. 1 — Pendant l'année 1987 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 0,8 % et en moyenne de 0,1 % par rapport à 1986 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 4,7 % et en moyenne de 1,3 % par rapport à 1986 ;
 - l'excédent commercial a été de 13 904 milliards de yen et celui de la balance des paiements courants de 12 541 milliards de yen.
- A la fin de 1987 le nombre des demandeurs d'emploi était de 1,6 million, soit 2,7 % de la population active.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1988 la baisse des prix de détail a été de 0,1 %.
- V. 24 — Le Conseil économique publie un nouveau Plan économique sur cinq ans (1988-1992) dans lequel le Japon s'engage à faire croître son économie grâce à la demande intérieure et non plus en exportant ses produits.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1988 la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1988 la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.

- XII. 24 — Le Parlement adopte une réforme fiscale proposée par le Parti libéral démocratique, ce qui constitue une première depuis trente-huit ans.

Royaume-Uni

- I. 1 — Pendant l'année 1987 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 3,7 % et en moyenne de 4,2 % par rapport à 1986 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 4,7 % et en moyenne de 3,1 % par rapport à 1986 ;
 - le déficit commercial a été de 9,625 milliards de livres et celui de la balance des paiements courants de 1,560 milliard de livres.
- A la fin de 1987 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,9 millions, soit 9,5 % de la population active.
- III. 15 — Le projet de budget pour 1988-1989 prévoit un excédent de 3 milliards de livres ainsi que d'importants allègements fiscaux.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1988 la hausse des prix de détail a été de 3,4 %.
- 11 — Une vaste réforme du système de protection sociale entre en vigueur malgré les protestations travaillistes.
- VI. 2 — La Banque d'Angleterre relève d'un demi point son taux d'intervention de 7,5 à 8 %, avant de le porter le 6 juin à 8,5, le 22 à 9, le 28 à 9,5 et le 4 juillet à 10 et le 18 à 10,5 %.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1988 la hausse des prix de détail a été de 4,2 %.
- 4 — La Banque d'Angleterre augmente son taux d'intervention de 9,5 à 10 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1988 la hausse des prix de détail a été de 1,3 %.

URSS

- I. 19-22 — Lancement, en Suisse, du premier emprunt soviétique sur le marché international des capitaux depuis 1917.

France

Politique

- I. 13 — Le Conseil des ministres approuve les projets de loi sur la transparence du patrimoine des hommes politiques, le plafonnement des dépenses électorales et le financement public des partis politiques.
- 16 — Jacques Chirac annonce de l'Hôtel Matignon sa candidature à l'élection présidentielle.
- II. 8 — Raymond Barre annonce à Lyon sa candidature à l'élection présidentielle.
- 25 — Le Parlement vote définitivement les deux lois sur le financement de la vie politique.
- III. 22 — François Mitterrand annonce sa candidature à l'élection présidentielle pour « lutter contre les germes de division semés par les partis qui veulent tout, les clans, les bandes, les factions qui menacent la paix civile. ».
- IV. 7 — François Mitterrand rend publique sa « lettre à tous les Français » dans laquelle il précise sa réflexion sur la France et son avenir.
- 22 — Un commando du FLNKS attaque un poste de gendarmerie à Ouvéa : quatre gendarmes sont tués et vingt-sept autres pris en otages.
- 24 — Premier tour de l'élection présidentielle où François Mitterrand arrive en tête avec 34,09 % des suffrages exprimés, Jacques Chirac obtient 19,94 %, Raymond Barre 16,54 %, Jean-Marie Le Pen 14,39 %, le PCF, représenté par André Lajoinie, obtient le plus faible score de son histoire avec 6,76 % des voix.
- V. 5 — En Nouvelle-Calédonie, au cours d'un assaut donné par les forces de l'ordre, 23 otages qui étaient détenus sur l'île d'Ouvéa par un commando sont libérés : 15 indépendantistes canaques sont tués, ainsi que 2 agents de la DGSE.
- 8 — Second tour des élections présidentielles : François Mitterrand est élu président de la République avec 54,02 % contre 45,97 % pour Jacques Chirac.
- 10 — Jacques Chirac remet la démission de son gouvernement à François Mitterrand, qui nomme Michel Rocard Premier ministre.

- 12-13 — Composition du gouvernement Rocard qui comporte 4 ministres d'Etat : Lionel Jospin est nommé ministre de l'Education nationale ; Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie, des finances et du Budget ; Maurice Faure, ministre de l'Equipe-ment et du logement ; Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, et 14 ministres de plein exercice, 8 ministres délégués et 15 secrétaires d'Etat. Le gouvernement compte 2 ministres UDF : Michel Durafour, ministre de la Fonction publique et de la réforme administrative et Jacques Pelletier, ministre de la Coopération et du développement.
- 14 — Dans une allocution télévisée, François Mitterrand annonce sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale, après avoir regretté que « l'ouverture qu'il a appelée de ses vœux n'ait pu se réaliser aussi largement qu'il l'aurait souhaité. ». Les élections sont fixées aux 5 et 12 juin. Seul des chefs de file de la droite modérée, Raymond Barre approuve cette décision.
- 15 — Michel Rocard annonce l'envoi, pour une période d'un mois, en Nouvelle-Calédonie d'une mission composée de six personnes, chargée « d'apprécier la situation » et de « rétablir le dialogue » entre les communautés.
- 17 — Le RPR et l'UDF s'associent pour présenter des candidats communs aux élections législatives et forment l'URC (Union du rassemblement et du centre).
- 21 — Cérémonie d'investiture du président de la République François Mitterrand.
- 26 — Dans une circulaire adressée à tous les ministres et secrétaires d'Etat, Michel Rocard définit les devoirs du gouvernement envers les élus, les corps constitués et les citoyens.
- VI. 5 — Premier tour des élections législatives : l'URC obtient 40,44 % des voix, le PS, 37,54 %, le PC : 11,31 % et le FN 9,78 %.
- 12 — Deuxième tour des élections législatives où le Parti socialiste n'obtient pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale : 276 sièges (PS et divers gauche), 130 UDF, 128 RPR, 27 PC et 1 FN.
- 14 — François Mitterrand, dans une allocution télévisée, souligne que « la majorité parlementaire, même relative, existe » et affirme que « la France est et sera gouvernée ».
- 23 — Laurent Fabius est élu président de l'Assemblée nationale, au deuxième tour de scrutin par 301 voix (PS, PC) contre 268 pour Jacques Chaban-Delmas.
- 26 — Réunis autour de Michel Rocard à l'Hôtel Matignon, Jacques Lafleur (RPCR) et Jean-Marie Tjibaou (FLNKS) signent un accord sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie qui prévoit de confier à l'Etat l'administration du territoire pendant un an et d'organiser à l'automne un référendum national sur les futures institutions.

- 28 — Michel Rocard, reconduit dans ses fonctions de Premier ministre le 23, forme un gouvernement intégrant des centristes et des personnalités. Les principaux ministres conservent leurs ministères. Sur 49 membres, dont 12 nouveaux, 26 sont PS, 3 MRG, 6 UDF, dont Jean-Pierre Soisson au ministère du Travail, Jean-Marie Rausch au Commerce extérieur et 14 personnalités indépendantes dont l'académicien Alain Decaux, ministre délégué chargé de la Francophonie.
- VII. 4 — Les députés adoptent la loi plaçant le territoire de la Nouvelle-Calédonie sous l'administration directe de l'Etat par 543 voix contre 1, et les sénateurs, le 6, à l'unanimité.
- 27 — Le Conseil des ministres nomme Jean Peyrelevade à la présidence de l'UAP.
- VIII. 17-20 — Les délégations du RPCR et du FLNKS signent à Paris, à l'hôtel Matignon un protocole d'accord sur l'avant-projet de loi référendaire qui fixe le statut de la Nouvelle-Calédonie pour une période de dix ans, au terme de laquelle, en 1988, un scrutin d'autodétermination sera organisé sur le territoire.
- 29 — A Paris les centristes Simone Veil, Bernard Stasi et Jacques Barrot se prononcent en faveur du « oui » au référendum sur la Nouvelle-Calédonie, Jean-Marie Le Pen (FN) annonce qu'il fera campagne pour le non, le RPR et l'UDF émettent leurs réserves.
- IX. 25 — Premier tour des élections cantonales marqué par un taux élevé d'abstentions 50,87 % ; la droite obtient 50,29 % des voix dont 5,24 % pour le FN et la gauche 47,86 % dont 13,39 % pour le PC.
- X. 2 — Second tour des élections cantonales où le taux des abstentions (52,97 %) est élevé. La gauche progresse en sièges, mais l'équilibre reste le même, les élections des présidents des conseils généraux en donnant 71 à la droite et 30 à la gauche.
- XI. 3 — Le référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, malgré un taux élevé d'abstention (62,96 %) fait état de 80 % de « oui ». En Nouvelle-Calédonie, le « oui » l'emporte avec 57,02 %.
- 22-25 — Quarante et unième congrès de la CFDT où Edmond Maire annonce sa démission du poste de secrétaire général de l'organisation qu'il occupait depuis 1971 et est remplacé par Jean Kaspar.
- XII. 8-9 — Visite officielle de François Mitterrand en Tchécoslovaquie.
- 9 — Visite de Lech Walesa, leader du syndicat Solidarité à Paris et d'Andreï Sakharov, tous deux prix Nobel de la paix, à l'occasion de la célébration du 40^e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme.

- Michel Rocard annonce à l'Assemblée nationale un plan en trois étapes d'une durée de trente mois, « pour le renouveau du service public » qui se propose notamment de « protéger l'intérêt des usagers en cas de grève ».
- 22 — La loi qui prévoit le remplacement de la CNCL par un Conseil supérieur de l'audiovisuel est définitivement adoptée, après que le gouvernement ait dû engager sa responsabilité le 15, puis le 21.

Economie

- I. 1 — Pendant l'année 1987 : la hausse des prix de détail a été en glissement de 3,1 % et en moyenne de 3,1 % par rapport à 1986 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 5 % et en moyenne de 2,2 % par rapport à 1986 ;
 - le déficit commercial a été de 31,523 milliards de francs et celui de la balance des paiements courants de 24,4 milliards de francs.
- A la fin de 1987 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,572 millions, soit 10,3 % de la population active.
- 5 — La Banque de France ramène son taux d'intervention de 7,75 à 7,50 %, puis à 7,25 % le 25.
- 18 — L'« emprunt Giscard » est remboursé.
- 27 — Succès de la privatisation de Matra, commencée le 20 : 285 000 petits porteurs achètent les 3,7 millions d'actions mises en vente par l'Etat au prix de 110 F l'une.
- II. 1 — En janvier :
 - hausse de 0,2 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur de 0,59 milliards de francs (cvs) ;
 - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi, qui atteint 2,577 millions en fin de mois (cvs).
- 25 — Jacques Chirac annonce que 3 milliards de francs vont être alloués aux agriculteurs : 1 milliard pour les exploitants les plus défavorisés et 2 milliards qui proviendront de la vente du Crédit agricole, pour financer un fonds d'allégement de la dette agricole.
- III. 1 — En février :
 - hausse de 0,2 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur de 5,379 milliards de francs (cvs) ;
 - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,581 millions en fin de mois (cvs).
- 22 — Renault annonce un bénéfice de 3,7 milliards de francs pour 1987 après 32,5 milliards de pertes depuis 1981.

- IV. 1 — En mars :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - réduction du déficit du commerce extérieur à 1,856 milliard de francs (cvs) ;
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,535 millions en fin de mois (cvs).
- V. 1 — En avril :
- hausse de 0,5 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur de 2,357 milliards de francs (cvs) ;
 - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,538 millions en fin de mois (cvs).
- 11 — Après la réélection de François Mitterrand comme président de la République, le franc reste ferme sur le marché des changes. Le dollar se maintient à 5,7075 F. A Paris, la Bourse ouvre sur une note positive (+ 2,35 %).
- 26 — Baisse du taux d'intervention de la Banque de France de 7,25 à 7 %.
- VI. 1 — En mai :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur ramené à 1,971 milliard de francs (cvs) ;
 - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,558 millions en fin de mois (cvs).
- Le Conseil des ministres décide d'accorder 1,2 milliard de francs pour l'éducation, 3,2 milliards en faveur du traitement social du chômage, de l'amélioration de l'habitat social, de la recherche, de la culture et de l'aide au développement.
- 30 — Pierre Bérégovoy annonce que le taux de TVA sur les boissons non alcoolisées sera ramené, le 8 juillet, de 18,6 à 5,5 %.
- VII. 1 — En juin :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - le déficit du commerce extérieur, en baisse, est de 1,364 milliard de francs (cvs) ;
 - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,578 millions en fin de mois (cvs).
- 8 — Baisse du taux d'intervention de la Banque de France de 7 à 6,75 %.
- 22 — Les banques baissent leur taux de base qui passe de 9,60 à 9,25 %.
- 23 — La Commission européenne autorise la France à interdire l'importation de 300 000 téléviseurs japonais en provenance d'autres pays de la Communauté.
- VIII. 1 — En juillet :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;

- aggravation du déficit du commerce extérieur, qui atteint 4,012 milliards de francs (cvs) ;
 - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,613 millions en fin de mois (cvs).
- 25 — La Banque de France relève son taux d'intervention de 6,75 à 7 %.
- IX. 1 — En août :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - le déficit du commerce extérieur s'aggrave et atteint 8,994 milliards de francs (cvs) ;
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,610 millions en fin de mois (cvs).
- 21 — Le Conseil des ministres adopte le projet de budget pour 1989 qui ramène le déficit de 115 à 100 milliards de francs.
- 29 — Grève de l'ensemble des infirmières.
- 30 — Reprise du travail dans l'audiovisuel public, après un conflit des sociétés Antenne 2, FR3 et Radio-France.
- X. 1 — En septembre :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
 - réduction du déficit du commerce extérieur qui atteint 0,601 milliard de francs (cvs) ;
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,556 millions en fin de mois (cvs).
- 2 — Adoption à la quasi-unanimité à l'Assemblée nationale du projet de loi qui prévoit la création d'un RMI (revenu minimum d'insertion).
- 6- 20 — Séries de grève dans le secteur public : les infirmières, les surveillants des prisons, dans les transports, l'enseignement et les PTT.
- 18 — Le prix Nobel d'économie est attribué à Maurice Allais.
- Michel Delebarre, ministre des Transports, met fin à la grève des contrôleurs aériens en signant un accord qui prévoit 15 % d'augmentation de la masse salariale.
- La Banque de France relève son taux d'intervention de 7 à 7,25 %.
- 22 — Vote à l'Assemblée nationale des recettes du projet de budget pour 1989 par 274 voix (PS) contre 229 (RPR et UDF). Les centristes et les communistes s'abstiennent.
- 24 — Georges Pébereau annonce qu'il a acquis en Bourse 9,16 % du capital de la Société générale, avec l'aide de partenaires français et étrangers.
- XI. 1 — En octobre :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
 - aggravation du déficit du commerce extérieur, qui atteint 4,034 milliards de francs (cvs) ;
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,537 millions en fin de mois (cvs).

- XI. 8 — Face aux concessions du gouvernement qui permet de débloquer les négociations salariales dans la fonction publique et malgré l'accord, signé le 17 par cinq fédérations de fonctionnaires, excepté la CGT et la CGC, les conflits catégoriels se multiplient, notamment aux PTT.
- 14 — Grève dans les ateliers d'entretien à la RATP qui s'étend au trafic métro et RER.
- 21 — Le groupe Péchiney annonce la construction d'une usine d'aluminium à Dunkerque et l'achat aux Etats-Unis d'American National Can, qui le fait devenir le numéro un mondial de l'emballage.
- 30 — Adoption définitive à l'Assemblée nationale de la loi instituant le revenu minimum d'insertion (RMI).
- XII. 1 — En novembre :
- hausse de 0,1 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur qui atteint 3,7 milliards de francs (cvs) ;
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,507 millions en fin de mois (cvs).
- XII. 1 — Après l'échec des négociations entre la direction de la RATP et les syndicats, la grève se poursuit. Le 5, un protocole d'accord est mis en place et est ratifié le 7 par les syndicats qui appellent les grévistes à la reprise du travail, à l'exception de la CGT.
- 14 — La Banque de France relève d'un demi point son taux d'intervention de 7,25 à 7,75 %, concertée avec la Bundesbank.
- 16 — Trois lignes du métro parisien sont fermées, alors que des grèves des transports ont lieu en province, notamment à Marseille.
- 19 — La société automobile Peugeot signe avec la firme Fiat, à Turin, un accord créant deux unités de production de véhicules commerciaux : l'une, installée en France près de Valenciennes pour 3 milliards de francs, et l'autre en Italie près de Naples.
- 21 — Reprise du travail dans les ateliers parisiens d'entretien de la RATP.
- L'Etat annule 12 milliards de dette de la Régie Renault, malgré l'opposition de la Commission européenne.
- 22 — Signature d'un accord entre la Compagnie générale d'électricité (CGE) et le groupe britannique General Electric Company (GEC) qui fusionnent leurs activités dans le matériel électrique et constituent le second groupe européen du secteur.
- 23 — La société Alsthom est choisie par la société des chemins de fer espagnol et le gouvernement de Madrid pour fabriquer 24 TGV afin de rénover le réseau ferrovière espagnol.

Sciences et technique

- V. 13 — Deux biologistes américains annoncent la découverte d'un deuxième code génétique qui devrait permettre de mieux comprendre les mécanismes de formation des systèmes vivants.
- VI. 15 — Premier vol réussi de la fusée européenne Ariane 4.
- VII. 7 — Les sondes soviétiques Phobos I, puis le 12, Phobos II, sont lancées vers la planète Mars et son satellite Phobos, qu'elles étudieront de janvier à septembre 1989.
- IX. 29 — Les Etats-Unis signent à Washington, un accord avec l'Europe, le Canada et le Japon pour la construction de la future station spatiale habitée en permanence (Freedom) qui sera mise en service dans les années quatre-vingt-dix.
- X. 28 — TDF1, premier satellite français de télévision directe, est mis en orbite par la fusée européenne Ariane.
- XII. 21 — Retour sur terre des cosmonautes soviétiques Titov et Manarov et du Français Jean-Loup Chrétien. Les deux Soviétiques ont passé plus d'une année dans l'espace.